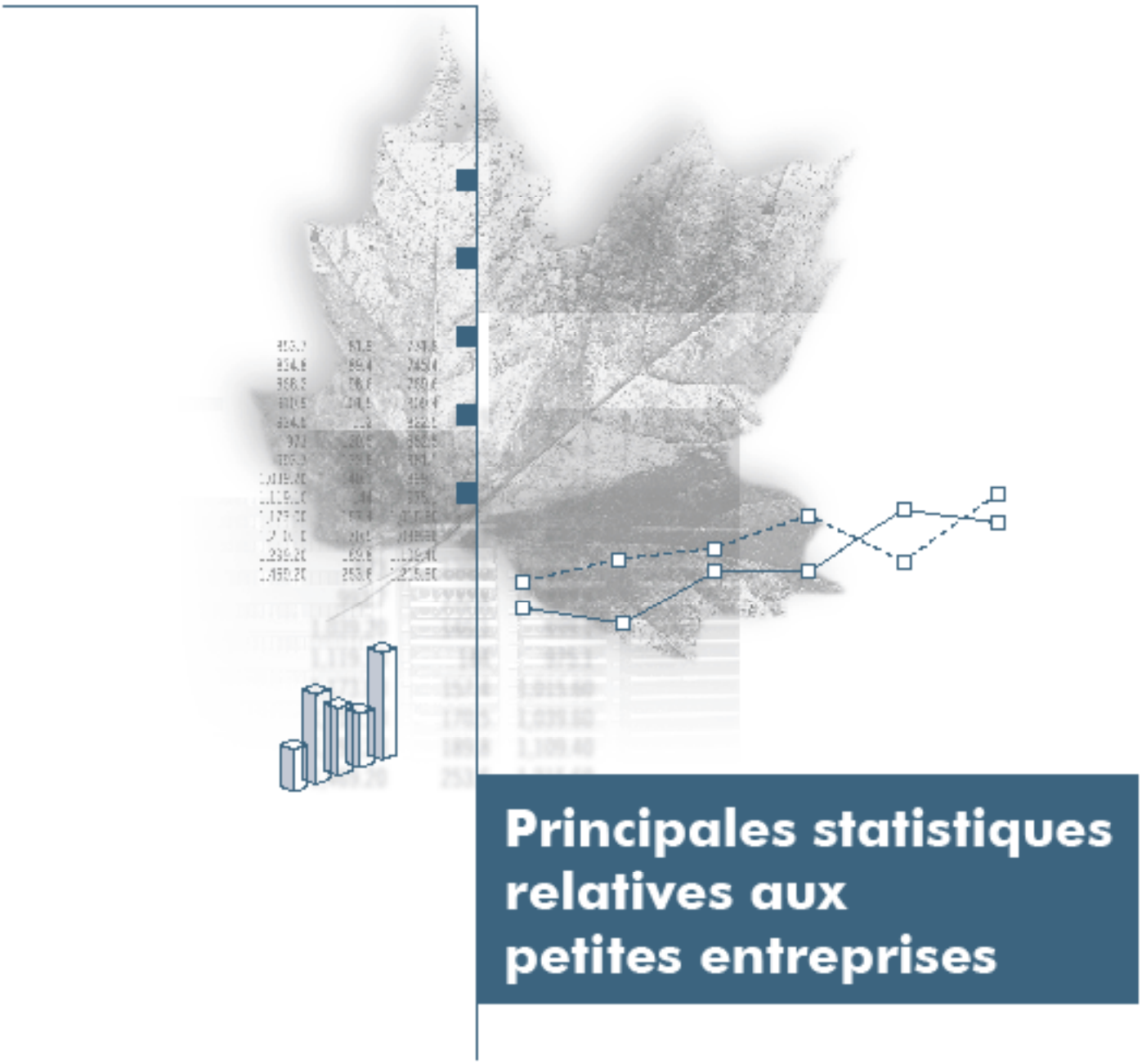
Industrie Canada Industry Canada

Décembre 2001

http://www.ic.gc.ca/statistiquespe



Principales statistiques relatives aux petites entreprises

Canada

Table des matières

Quelle est la définition d'une petite entreprise? 2

Combien y a-t-il d'entreprises au Canada? 2

Où sont les travailleurs autonomes dans ce compte des entreprises? 5

Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année? 6

Statistiques sur les faillites 8

Quelle est la durée de vie des petites entreprises? 8

Combien de personnes travaillent pour la petite entreprise? 9

Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles? 12

Qui est travailleur autonome? 13

Combien y a-t-il de travailleurs autonomes? 13

Quelle a été l'influence du travail autonome sur la création d'emplois? 18

Quelle est la définition d'une petite entreprise?

La taille d'une entreprise se définit de diverses façons; on peut utiliser, par exemple, la valeur des livraisons ou des ventes annuelles, le chiffre d'affaires, les bénéfices nets, la taille de l'actif ou le nombre d'employés. De nombreuses institutions choisissent une définition qui correspond à leurs besoins. Par exemple, selon la définition qu'en donne l'Association des banquiers canadiens, « une petite entreprise a une limite de crédit autorisé de 500 000 $ au maximum », tandis que selon les critères de la Société pour l'expansion des exportations, les petites entreprises ou « exportateurs émergents » sont les sociétés dont les ventes à l'exportation sont inférieures à 1 million de dollars. Pour sa part, Industrie Canada utilise souvent le critère du nombre d'employés : une société de fabrication de biens est « petite » si elle compte moins de 100 employés, tandis qu'une entreprise de services doit compter moins de 50 employés. Les moyennes entreprises comptent ainsi plus de 100 ou 50 employés (selon le cas) mais moins de 500. L'acronyme « PME » (petite et moyenne entreprise) est utilisé pour désigner tous ces éléments de l'économie. Nous verrons qu'en pratique, il est souvent impossible de suivre une définition « idéale » pour donner de l'information sur la petite entreprise en raison du caractère limité des données.

Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

Le registre des entreprises de Statistique Canada recense les établissements commerciaux et publie des résultats deux fois l'an. Pour figurer parmi les établissements commerciaux[1] l'entreprise doit compter au moins un employé rémunéré, avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 $ ou encore être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années.

En décembre 2000, on comptait un peu plus de deux millions d'entreprises au Canada (tableau 1). Près de la moitié des établissements commerciaux avaient au moins un employé rémunéré (peut-être le propriétaire); ce sont les « entreprises employeuses ». Les entreprises ne tenant pas de feuille de paie sont qualifiées d'« indéterminées », car il n'est pas possible de déterminer leur nombre d'employés, si elles en ont : elles pourraient avoir recours à des contractuels. Ces entreprises constituent l'autre moitié des établissements commerciaux au Canada.

---

[1] Statistique Canada emploie quatre unités statistiques standard pour compiler les données sur les entreprises. Les établissements sont les plus petites unités pour lesquelles des statistiques sont publiées. Les établissements doivent :

a) produire un ensemble homogène de biens et de services;
b) avoir des bureaux dans une seule province;
c) fournir des données sur la valeur des extrants, le coût des principaux intrants intermédiaires ainsi que le coût et la quantité de la main-d'œuvre nécessaire.

Par exemple, une entreprise qui fournit au gouvernement de l'information comptable indépendante sur les taxes de vente et les retenues salariales serait classée dans la catégorie des établissements commerciaux.

Environ 58 % des entreprises sont établies en Ontario et au Québec, 35 % dans les provinces de l'Ouest, 6 % dans les provinces de l'Atlantique. La répartition des entreprises employeuses entre les provinces est presque identique à celle de l'ensemble des établissements commerciaux.

Tableau 1 – Nombre total d'établissements commerciaux, nombre d'établissements et produit intérieur brut par établissement commercial pour les provinces et territoires en 2000

Provinces et territoires	Établissements commerciaux			Nombre d'entreprises pour 1 000 habitants	PIB par établiss. commercial (milliers de dollars)
	Total	Entreprises employeuses	Indéterminées*		
Terre-Neuve	25 172	17 947	7 225	46,9	559
Île-du-Prince-Édouard	10 136	7 151	2 985	73,4	330
Nouvelle-Écosse	49 069	31 891	17 178	52,1	490
Nouveau-Brunswick	43 005	28 307	14 698	56,9	458
Québec	477 770	245 341	232 429	64,8	468
Ontario	701 915	341 280	360 635	60,1	612
Manitoba	72 045	36 138	35 907	62,9	469
Saskatchewan	91 598	41 211	50 387	89,6	366
Alberta	258 077	131 525	126 552	85,8	554
Colombie-Britannique	289 832	157 371	132 461	71,4	440
Yukon	2 695	1 697	998	88,1	417
Territoires du Nord-Ouest	2 516	1 792	724	61,5	356
Nunavut	678	553	125	24,7	3 652
Total au Canada	**2 024 508**	**1 042 204**	**982 304**	**65,8**	**522**

Source : Statistique Canada, registre des entreprises, décembre 2000; Comptes nationaux des revenus et dépenses 2000; Estimations de la population selon l'âge et le sexe pour le Canada, les provinces et les territoires, juillet 2000.

Note* : La catégorie « Indéterminées » représente les entreprises constituées en société ou non qui n'ont pas d'employés. Le registre des entreprises qualifie une entreprise d'« indéterminée » quand il est impossible de confirmer, au moyen d'une feuille de paie, qu'elle compte des employés rémunérés. L'entreprise pourrait fournir des travaux au moyen de contrats.

Par rapport à la population, les établissements commerciaux sont les plus nombreux dans les provinces de l'Ouest, au Yukon et à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est la Saskatchewan qui compte le plus d'établissements commerciaux pour 1 000 habitants, avec 89,6 (tableau 1). Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick sont les provinces qui comptent le moins d'établissements pour 1 000 habitants. L'Ontario et le Québec sont en-deçà de la moyenne nationale de 65,8 avec 60,1 et 64,8 établissements pour 1 000 habitants respectivement.

Les statistiques sur le produit intérieur brut par établissement des provinces ou des territoires classent l'Ontario au premier rang, à 612 000 $ par établissement. Terre-Neuve et l'Alberta sont aussi au-dessus de la moyenne nationale de 522 000 $, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan présentent les ratios les moins élevés. À l'exception de l'Alberta les provinces qui dépassent la moyenne au chapitre du nombre d'établissements commerciaux pour 1 000 habitants présentent toutes un PIB par établissement inférieur à la moyenne.

Du million d'entreprises employeuses, moins de 3 000 (0,3 %) comptent plus de 500 employés. Par ailleurs, 98 % comptent moins de 100 employés, 75 % moins de 10 et 58 % ont seulement un à quatre employés (tableau 2).

Tableau 2 – Établissements commerciaux selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés), décembre 2000

Nombre d'employés	Pourcentage cumulatif du nombre d'entreprises employeuses	Nombre d'établissements commerciaux		
		Total	Secteur des biens+	Secteur des services+
Indéterminées*		982 304	276 425	705 879
Entreprises employeuses	*100,0 %*	*1 042 204*	*249 215*	*792 989*
1 à 4	58,0 %	604 445	155 861	448 584
5 à 9	74,8 %	175 140	35 079	140 061
10 à 19	86,4 %	121 267	24 239	97 028
20 à 49	94,8 %	86 655	19 096	67 559
50 à 99	97,7 %	31 081	7 972	23 109
100 à 199	99,1 %	14 467	4 281	10 186
200 à 499	99,7 %	6 396	2 071	4 325
500 et plus	100,0 %	2 753	616	2 137
Total cumulatif		**2 024 508**	**525 640**	**1 498 868**

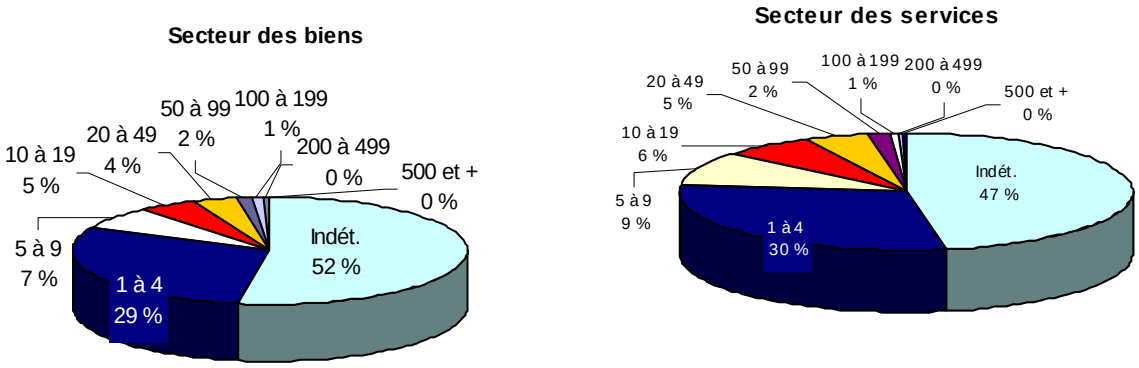
Source : Statistique Canada, registre des entreprises, décembre 2000

Note* : La catégorie « Indéterminées » représente les entreprises constituées en société ou non qui n'ont pas d'employés. Le registre des entreprises qualifie une entreprise d'« indéterminée » quand il est impossible de confirmer, au moyen d'une feuille de paie, qu'elle compte des employés rémunérés. L'entreprise pourrait fournir des travaux au moyen de contrats.

Note+ : Selon la définition qu'emploie Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes SCIAN 11 à 31 et 33 et le secteur des services, les codes SCIAN 41 à 91.

Près du quart des établissements commerciaux, entreprises indéterminées et entreprises employeuses confondues, fournissent des biens; les autres vendent des services. Les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent 97 % des établissements commerciaux employeurs du secteur des biens (tableau 2 et graphique 1). Dans le secteur des services, 95 % des entreprises employeuses ont moins de 50 employés.

Graphique 1 – Nombre d'établissements commerciaux dans le secteur des biens et celui des services, décembre 2000



Source : Tableau 2

Où sont les travailleurs autonomes dans ce compte des entreprises?

Partout. Signalons d'abord que le terme « travailleur autonome » est utilisé au sens de l'Enquête sur la population active, un compte de personnes de Statistique Canada (voir **Qui est travailleur autonome?**). Le tableau 2, par contre, propose un compte d'entreprises. Il serait tentant de les combiner, car les travailleurs autonomes exploitent leur propre entreprise. Bien que ce soit vrai, les deux comptes sont distincts et ne doivent pas être combinés. Premièrement, dans le compte des entreprises, une société appartenant à un travailleur autonome qui figure sur la feuille de paie de cette société serait considérée comme une entreprise employeuse dans sa catégorie de taille (tableau 2). L'établissement commercial d'un propriétaire travailleur autonome qui n'est pas sur la feuille de paie de l'entreprise et sur laquelle personne d'autre ne figure serait comptabilisé parmi le million d'établissements indéterminés. Par contre, dans le compte des personnes, bien que de nombreux travailleurs autonomes exploitent une entreprise, ce n'est pas le cas de tout le monde, du moins pas au sens qu'on donne à ce terme dans le registre des entreprises (voir **Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?**). Ces travailleurs seraient ainsi exclus du compte des entreprises. Le degré de correspondance entre les 2 millions d'établissements commerciaux au Canada et les 2,3 millions de personnes considérées comme des travailleurs autonomes n'est pas connu. Pour plus de renseignements sur le travail autonome, consulter la section **Combien y a-t-il de travailleurs autonomes?**. Pour plus de renseignements sur l'emploi dans les petites entreprises tirés des feuilles de paie, voir la section **Combien de personnes travaillent pour la petite entreprise?**.

Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?

Des milliers d'entreprises commencent ou cessent leurs activités au cours d'une année. Il n'est pas facile de suivre ces naissances et ces décès. La publication *Dynamique de l'emploi* de Statistique Canada est la meilleure source à ce sujet; on y compare le nombre d'entreprises d'une année de référence au nombre de l'année précédente. Si on relève qu'une entreprise existe dans l'année de référence mais pas dans l'année précédente, il s'agit d'une « entrée ». Dans le cas contraire, il s'agit d'une « sortie ». D'autres raisons peuvent expliquer l'absence d'une entreprise dans le registre d'une des deux années[2] mais, dans l'ensemble, les données sont représentatives du grand nombre d'entrées et de sorties.

Dynamique de l'emploi utilise l'information fournie par les employeurs au sujet des retenues salariales et ne couvre donc que les entreprises employeuses. Les données les plus récentes concernent l'exercice 1997-1998. Pour définir le nombre d'employés, *Dynamique de l'emploi* utilise une unité moyenne de main-d'œuvre (UMM), une unité de mesure dérivée calculée en divisant la masse salariale d'une entreprise par le salaire moyen dans les entreprises de cette taille, dans la même industrie. Les UMM ont pour finalité de calculer combien de personnes, en moyenne, ont travaillé pour l'entreprise au cours de l'année, c'est-à-dire le niveau d'emploi moyen de la société.

Le graphique 2 illustre le nombre de petites et moyennes entreprises (moins de 500 employés) qui ont commencé ou cessé leurs activités chaque année, de 1983 à 1998. Le graphique montre que durant une grande partie des années 80, le nombre brut d'entrées s'est stabilisé autour de 150 000, tandis que le nombre de sorties a crû régulièrement pour atteindre un sommet de 150 000 en 1990-1991, seule année où les sorties ont été plus nombreuses que les entrées. Partant d'un niveau plus bas après la récession du début des années 90, le nombre d'entrées s'est remis à augmenter pour revenir pratiquement au niveau de 150 000 en 1997-1998. À ce moment le nombre de sorties variait mais, globalement, diminuait. Le nombre d'entrées net, pratiquement nul en 1991-1992, est resté bas jusqu'en 1996-1997, où il est presque revenu au niveau d'avant la récession.

Le graphique 2 présente aussi la croissance du PIB réel, mesure de l'état de l'économie. Le cycle économique a beaucoup d'influence sur la fluctuation des entrées et des sorties au fil du temps. Le nombre d'entrées croît dans les périodes d'essor économique et régresse lors des récessions. Le nombre de sorties, quant à lui, est inversement proportionnel à la santé de l'économie.

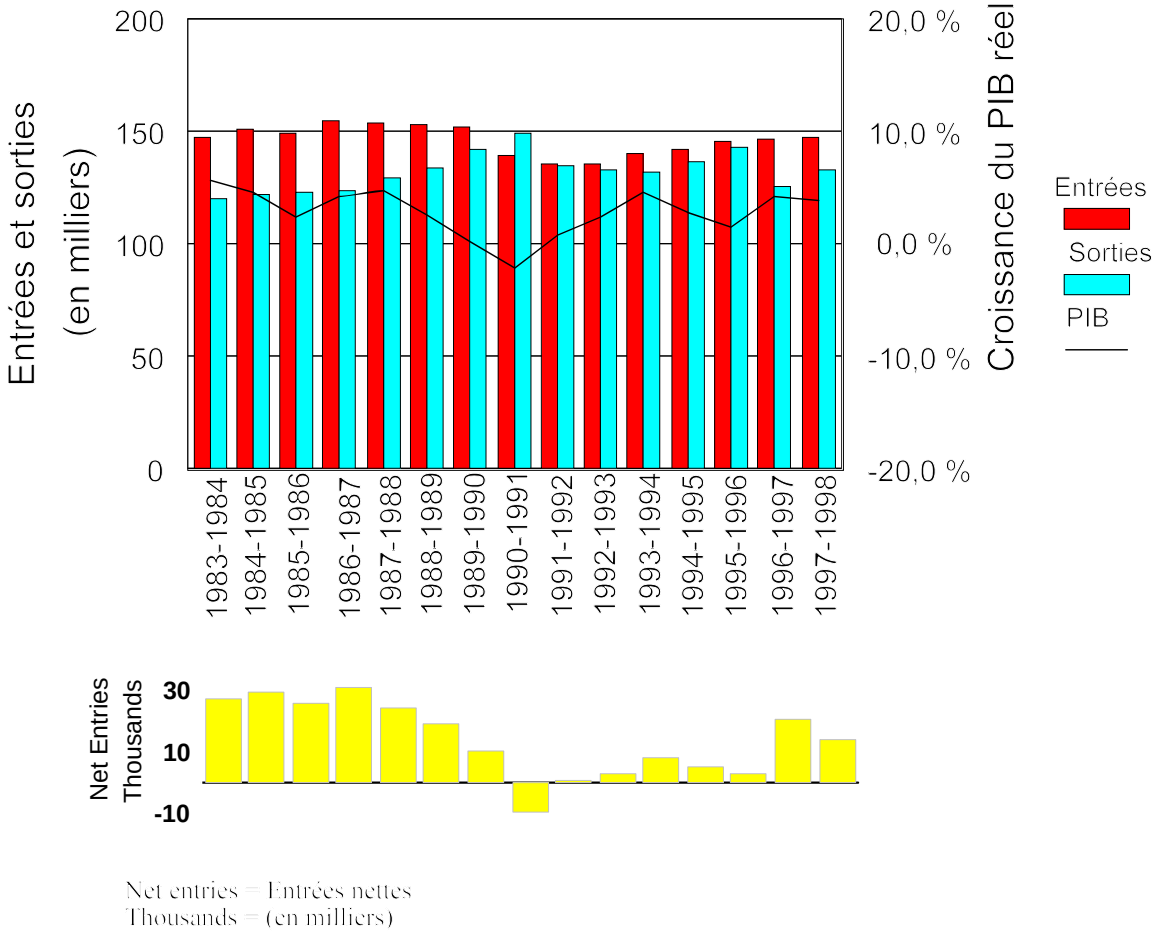
Les données sur les entrées et les sorties par province révèlent qu'une grande part de l'instabilité du nombre d'entrées net est attribuable à l'Ontario et au Québec. Les deux provinces ont affiché un nombre d'entrées

---

[2] La réorganisation d'une entreprise peut se traduire par un changement de nom, une fusion, le fractionnement de la feuille de paie et d'autres changements. Dans la mesure du possible, les données qui pourraient être interprétées à tort comme des entrées ou des sorties sont supprimées. Il arrive qu'une véritable sortie résulte de certaines fusions, lorsqu'un propriétaire décide de faire cesser les activités d'une entreprise parce qu'elle a fait faillite ou pour diverses raisons. Pour plus d'information sur les faillites, consulter la partie **Statistiques sur les faillites**.

net positif durant toute la période, sauf au début des années 90. La Colombie-Britannique et l'Alberta, de leur côté, ont enregistré un nombre d'entrées net positif pour toute la période. Les provinces de l'Atlantique, les provinces de l'Ouest et les territoires ont présenté un nombre d'entrées net positif durant la majeure partie des années 80. Au cours des années 90, le nombre d'entrées net est devenu négatif pour presque toutes les années.

Graphique 2 : Entrées et sorties d'entreprises canadiennes de 500 employés ou moins et croissance du PIB, de 1983-1984 à 1997-1998



Source : Statistique Canada, *Dynamique de l'emploi* (1983-1998) et Comptes nationaux des revenus et dépenses

Statistiques sur les faillites

Seul un petit nombre d'entreprises qui cessent leurs activités demandent la protection de la *Loi sur la faillite*. En moyenne, au cours des 11 dernières années, le nombre de faillites s'est chiffré à approximativement 12 000 par an. Près de 11 000 faillites ont été enregistrées en 1990; ce nombre a culminé à plus de 14 000 en 1996. Il a régressé depuis, jusqu'à près de 10 000 en 2000. Pour des statistiques détaillées sur les faillites d'entreprises et le passif en cause, visiter le site Web du *Bureau du surintendant des faillites,* à http://strategis.ic.gc.ca/sc_mrksv/bankrupt/engdoc/superint.html**.** Les données sont souvent reprises dans le **Bulletin trimestriel de la petite entreprise** d'Industrie Canada.

Quelle est la durée de vie des petites entreprises?

La survie des entreprises dépend de nombreux facteurs. La situation géographique, l'industrie, la taille et l'âge de l'entreprise sont quelques-uns des aspects « prévisibles » qui influencent leur longévité. Parfois, des facteurs « imprévus » entrent en jeu, comme les changements imputables au marché. À titre d'exemple de tels changements, citons le nombre et la taille des concurrents et des nouvelles entreprises ainsi que la conjoncture économique globale.

Une façon d'évaluer la durée de vie des entreprises serait de calculer leur probabilité de survie à partir des facteurs prévisibles. Les résultats ainsi obtenus sont plus utiles qu'un simple calcul de la durée de vie moyenne des entreprises, car la majorité des nouvelles entreprises ne restent pas en activité très longtemps. La probabilité de survie est exprimée en pourcentage des entreprises qui poursuivent leurs activités lorsqu'elles atteignent un âge donné. Le tableau 3 donne les taux de survie des nouvelles entreprises, par région, pour deux classes d'entreprises : les microentreprises (moins de cinq employés) et les petites entreprises (cinq employés ou plus, jusqu'à concurrence de 99 employés). Les données représentent les entreprises qui ont amorcé leurs activités entre 1984 et 1995; par conséquent, l'âge maximal est de 11 ans. Le tableau révèle, par exemple, que 30 % des microentreprises qui se sont lancées dans les provinces de l'Atlantique sont restées sur le marché au moins quatre ans.

Le pourcentage d'entreprises qui survivent après un, deux et trois ans décline rapidement. Le taux de défaillance est élevé au cours des premières années. La tendance est encore plus marquée dans le cas des microentreprises. Même après les trois premières années, le taux de survie des microentreprises reste bien inférieur à celui des petites entreprises. Une des explications possibles serait que les microentreprises nécessitent un investissement moins élevé, ce qui réduit le coût d'une éventuelle faillite. Voilà qui pourrait les pousser à courir plus de risques, ce qui accroît d'autant la possibilité de défaillance.

Le taux de survie des nouvelles microentreprises est toujours plus bas dans la région de l'Atlantique, quel que soit l'âge des entreprises. La tendance est la même pour les autres petites entreprises, dans presque tous les cas. Le taux de survie des petites entreprises est également bas dans les provinces de l'Ouest. Les taux de survie des nouvelles petites entreprises du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique sont très similaires, pour les entreprises de tout âge et des deux catégories.

Tableau 3 – Taux de survie des microentreprises et des petites entreprises, par région, taille et âge

	Microentreprises (moins de 5 employés)					Petites entreprises (5 à 99 employés)				
Âge	ATLANT.	QC	ONT.	PRAIRIES	C.-B.	ATLANT.	QC	ONT.	PRAIRIES	C.-B.
1	61 %	74 %	78 %	72 %	76 %	86 %	90 %	91 %	89 %	91 %
2	45 %	58 %	62 %	56 %	59 %	74 %	78 %	79 %	75 %	78 %
3	37 %	47 %	50 %	46 %	48 %	65 %	68 %	69 %	65 %	68 %
4	30 %	40 %	42 %	39 %	40 %	58 %	61 %	61 %	57 %	61 %
5	26 %	34 %	36 %	33 %	34 %	52 %	54 %	55 %	51 %	55 %
6	22 %	30 %	31 %	29 %	30 %	47 %	49 %	49 %	46 %	50 %
7	19 %	26 %	27 %	25 %	26 %	43 %	44 %	44 %	42 %	46 %
8	17 %	23 %	24 %	22 %	23 %	39 %	41 %	40 %	39 %	43 %
9	15 %	21 %	21 %	20 %	21 %	36 %	38 %	37 %	36 %	39 %
10	13 %	19 %	19 %	18 %	19 %	34 %	35 %	33 %	33 %	36 %
11	12 %	17 %	17 %	16 %	17 %	30 %	32 %	31 %	30 %	34 %

Source : John Baldwin et coll., *Taux d'échec des nouvelles entreprises canadiennes : nouvelles perspectives sur les entrées et les sorties* (Statistique Canada), 2000.

Combien de personnes travaillent pour la petite entreprise?

Pour mieux répondre à cette question, au besoin, les établissements sont consolidés avec l'entreprise dont ils font partie. Statistique Canada définit l'entreprise de la façon suivante : « regroupement d'activités, sous une même propriété et un même contrôle, pour lequel une série d'états financiers consolidés est produite annuellement ». L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) de Statistique Canada porte sur les entreprises employeuses du Canada et précise le nombre d'employés, à l'échelle de l'entreprise. Les travailleurs autonomes qui ne figurent pas sur leur propre feuille de paie sont exclus de ces statistiques, tout comme les employés des industries suivantes : l'agriculture, la pêche, le piégeage, les services domestiques privés, les organismes religieux ainsi que les services de défense. Les entreprises sont classées en trois catégories : moins de 50 employés, 50 à 299 employés, 300 employés et plus. Ici, nous les qualifierons respectivement de « petites », « moyennes » et « grandes » entreprises.

L'EERH révèle qu'en moyenne, en 2000, près de 3,7 millions de personnes, soit 38 % des travailleurs du secteur privé[1], figuraient sur la feuille de paie d'entreprises qui comptaient moins de 50 employés (tableau 4). Environ 1,7 million de travailleurs (17 % du total) étaient au service de moyennes entreprises. Cumulativement, les petites et moyennes entreprises regroupaient 5,4 millions de travailleurs, soit 55 % de la population active dans la partie du secteur privé[1] traitée par l'EERH.

La répartition de l'emploi selon la taille de l'entreprise varie considérablement d'une industrie à l'autre (tableau 4 et graphique 3). Le secteur de la construction est celui qui compte le plus d'employés de petites entreprises, soit 71 %, un pourcentage élevé. Il est suivi de l'industrie de l'exploitation forestière et de la foresterie (50 %), du commerce de gros et de détail (45 %) ainsi que des services commerciaux et personnels (44 %). Par ailleurs, 26 % des emplois dans le secteur de la fabrication se trouvent dans les moyennes entreprises et 22 % dans les sociétés qui comptent moins de 50 employés. C'est dans les deux industries les plus importantes au chapitre des emplois, c'est-à-dire les services commerciaux et personnels (3,3 millions) et le commerce de gros et de détail (2,3 millions), que l'emploi dans les petites entreprises est le plus important.

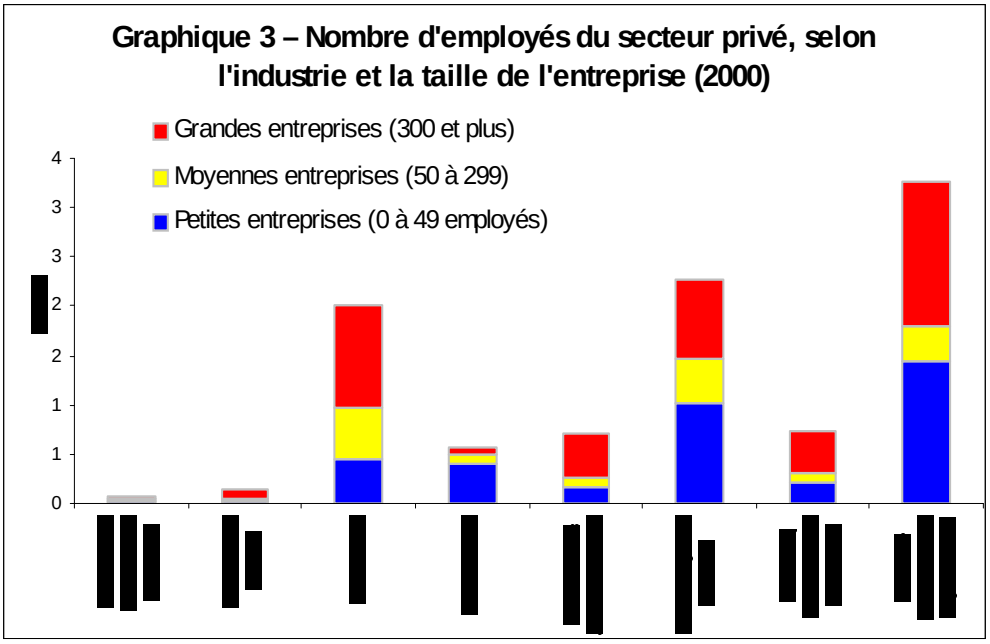
[1] Dans l'EERH, les données sur l'emploi dans le secteur privé ont été définies avec l'aide des documents *Dynamique de l'emploi* et *Profils des petites entreprises* pour les années correspondantes et en effectuant une projection des tendances pour les années plus récentes. Une note technique sur la méthode employée est disponible auprès du **Service à la clientèle**. Les données du tableau 4 sur l'emploi dans le secteur privé excluent les industries omises par l'EERH ainsi que l'emploi dans l'administration publique, les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé prodigués en établissement ou financés par le gouvernement, mais incluent l'emploi dans les cliniques privées ainsi que les détaillants de bière et d'alcool.

Tableau 4 – Nombre d'employés dans le secteur privé, selon l'industrie et la taille des entreprises (2000)

Industrie	Total	Petites entreprises (jusqu'à 49 employés)		Moyennes entreprises (50 à 299 employés)		Grandes entreprises (300 employés ou plus)	
		Nombre d'employés	% du total	Nombre d'employés	% du total	Nombre d'employés	% du total
Exploitation forestière et foresterie	67 974	34 098	50 %	8 969	13 %	24 907	37 %
Exploitation minière	140 856	28 126	20 %	22 838	16 %	89 892	64 %
Fabrication	2 005 696	446 540	22 %	528 566	26 %	1 030 590	52 %
Construction	557 746	396 184	71 %	98 623	18 %	62 939	11 %
Transports et services publics*	682 402	156 154	23 %	97 929	14 %	428 319	63 %
Vente de gros et de détail	2 273 758	1 017 206	45 %	460 457	20 %	796 095	35 %
Finances, assurances, immobilier	734 517	215 971	29 %	98 667	14 %	419 879	57 %
Services commerciaux et personnels*	3 266 766	1 435 379	44 %	352 677	11 %	1 478 710	45 %
Total cumulatif*	**9 754 455**	**3 735 187**	**38 %**	**1 668 532**	**17 %**	**4 350 736**	**45 %**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), totalisation spéciale pour Industrie Canada, calculs par Industrie Canada. Les données sur les industries sont classées selon la CT de 1980 de Statistique Canada.

Note* : L'EERH exclut les travailleurs autonomes qui ne figurent pas sur une feuille de paie ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services domestiques privés, organismes religieux et services de défense. Les données du tableau 4 sur l'emploi dans le secteur privé excluent les industries omises par l'EERH ainsi que l'emploi dans l'administration publique, les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé prodigués en établissement ou financés par le gouvernement, mais incluent l'emploi dans les cliniques privées ainsi que les détaillants de bière et d'alcool.



Source : Tableau 4

Combien d’emplois les petites entreprises créent-elles?

Au fil des sept dernières années, des données ont été accumulées sur la taille des entreprises responsables de la création nette d’emplois dans l’économie. Elles ont été établies à partir de *l’Enquête sur l’emploi, la rémunération et les heures* (EERH) de Statistique Canada et ont été publiées régulièrement dans le **Bulletin trimestriel de la petite entreprise**. L’EERH fait abstraction des emplois créés par le travail autonome, sauf si le travailleur autonome figure sur la liste de paie de son entreprise. D’autres restrictions s’appliquent (voir **Combien de personnes travaillent pour la petite entreprise?**).

Le tableau 5 et le graphique 4 illustrent la contribution relative à la création d’emplois de la partie du secteur privé traitée par l’EERH, par « petite », « moyenne » et « grande » entreprise, de 1994 à 2000. La contribution relative des entreprises de chaque catégorie a varié considérablement, chacune d’elles ayant à un certain moment joué un rôle de premier plan pour la création d’emplois au cours de la période circonscrite. De 1994 à 1995, les entreprises qui comptaient plus de 300 employés supprimaient des postes et les entreprises de moins de 50 employés créaient la plupart des nouveaux emplois. En 1996 et 1997, les moyennes entreprises (plus de 50 employés, jusqu’à concurrence de 300) se sont taillé la part du lion au chapitre de la création nette d’emplois. Au cours des trois dernières années (1998 à 2000), les petites entreprises ont été la source de moins du quart de la création d’emplois nette, les grandes entreprises ayant été responsables de plus de la moitié du total.

Ces données comportent une lacune importante : elles couvrent, en général, une période d’expansion; seul un petit repli a été observé en 1995-1996. Lors d’une grave récession, la contribution de la petite entreprise à la création (ou la disparition) d’emplois, exprimée en pourcentage, serait peut-être bien différente.

Tableau 5 – Contribution en pourcentage à l'évolution du nombre d'emplois rémunérés dans le secteur privé, selon la taille des entreprises (moyennes annuelles, 1994 à 2000)

Année	Contribution en pourcentage à l'évolution du nombre d'emplois dans le secteur privé		
	Petites entreprises (49 employés max.)	Moyennes entreprises (50 à 299 employés)	Grandes entreprises (300 employés et plus)
1994	116 %	22 %	-38 %
1995	59 %	49 %	-8 %
1996	-8 %	94 %	14 %
1997	1 %	67 %	32 %
1998	23 %	24 %	53 %
1999	12 %	33 %	55 %
2000	16 %	22 %	61 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* (EERH), totalisation spéciale pour Industrie Canada, calculs par Industrie Canada. Les données de base sont publiées régulièrement dans le **Bulletin trimestriel de la petite entreprise**.

Note : L'EERH exclut les travailleurs autonomes qui ne figurent pas sur une feuille de paie ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services domestiques privés, organismes religieux et services de défense. Les données du tableau 4 sur l'emploi dans le secteur privé excluent les industries omises par l'EERH ainsi que l'emploi dans l'administration publique, les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé prodigués en établissement ou financés par le gouvernement, mais incluent l'emploi dans les cliniques privées ainsi que les détaillants de bière et d'alcool.

Qui est travailleur autonome?

Le travailleur autonome est celui qui tire directement ses revenus de l'exploitation de son entreprise ou de son commerce ou encore de l'exercice de sa profession, au lieu de recevoir un salaire ou un traitement d'un employeur. Selon Statistique Canada, sont des travailleurs autonomes les propriétaires actifs d'une entreprise constituée ou non en société, les personnes qui travaillent à leur compte mais n'ont pas d'entreprise ainsi que les travailleurs au service d'une entreprise familiale qui ne leur verse pas de salaire. Toutes les données de la présente section sont tirées de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Combien y a-t-il de travailleurs autonomes?

En 2000, les travailleurs autonomes constituaient près de 16 % de la population active canadienne. Leur nombre a atteint un sommet au premier trimestre de 2000, à 2,5 millions, et s'établit actuellement à environ 2,3 millions (tableau 6). Le nombre de femmes augmente régulièrement dans ce secteur; elles représentaient un peu plus du quart du total en 1976.

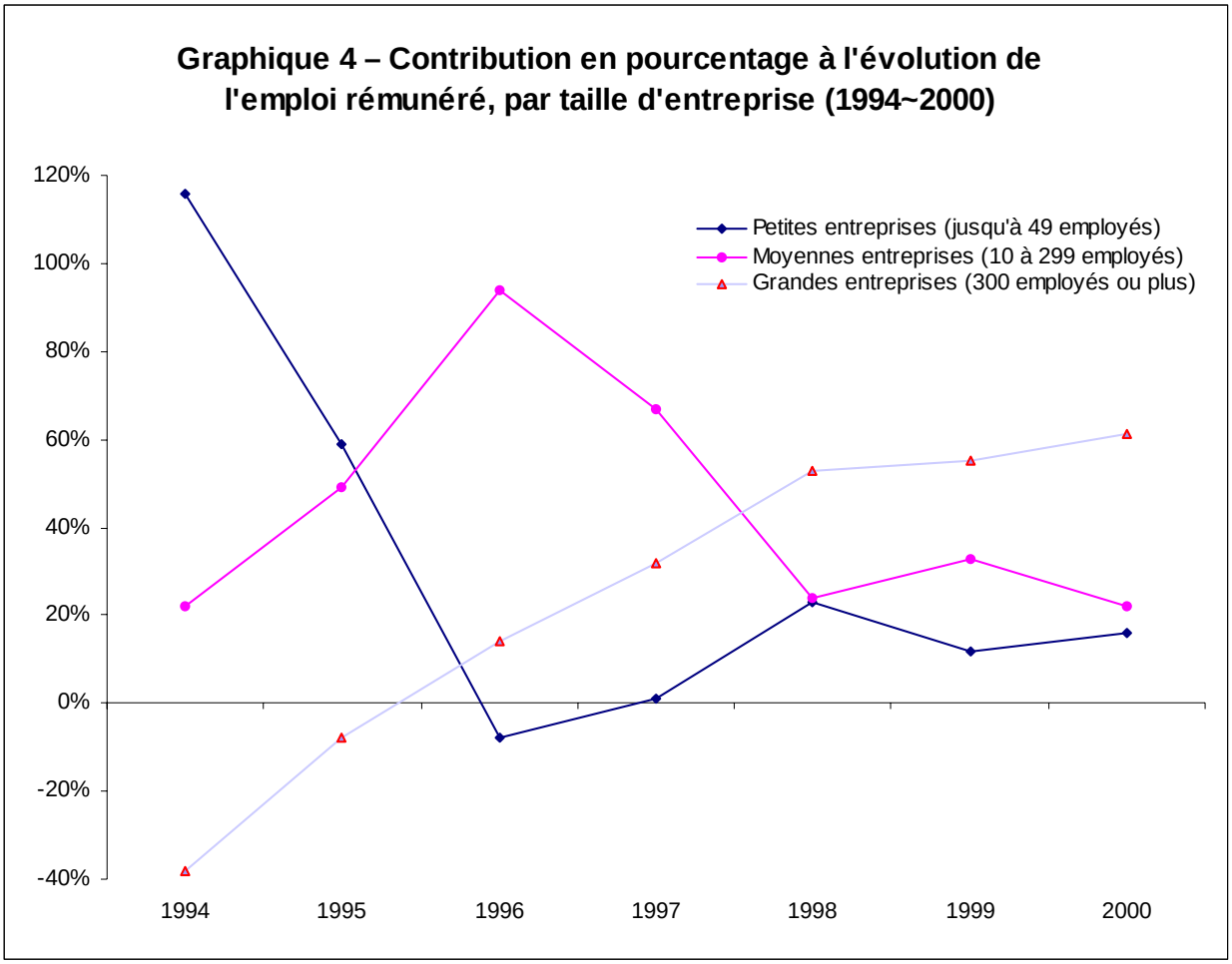

Graphique 4 – Contribution en pourcentage à l'évolution de l'emploi rémunéré, par taille d'entreprise (1994~2000)
120%
100%
80%
60%
40%
20%
0%
-20%
-40%
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
Petites entreprises (jusqu'à 49 employés)
Moyennes entreprises (10 à 299 employés)
Grandes entreprises (300 employés ou plus)

Tableau 6 – Nombre total de travailleurs autonomes, selon le sexe, l'année et le trimestre (1976 à 2001, en milliers)

Année et trimestre	Total	Hommes	% du total	Femmes	% du total
1976	1 193,3	879,3	74 %	313,9	26 %
1977	1 226,2	892,8	73 %	333,4	27 %
1978	1 283,6	924,6	72 %	359,1	28 %
1979	1 336,2	951,3	71 %	384,9	29 %
1980	1 385,9	986,3	71 %	399,6	29 %
1981	1 442,5	1 031,6	72 %	410,9	28 %
1982	1 503,7	1 069,9	71 %	433,8	29 %
1983	1 551,3	1 099,6	71 %	451,8	29 %
1984	1 569,0	1 095,4	70 %	473,6	30 %
1985	1 685,1	1 162,8	69 %	522,3	31 %
1986	1 656,0	1 164,6	70 %	491,5	30 %
1987	1 695,6	1 183,2	70 %	512,5	30 %
1988	1 772,2	1 231,2	69 %	541,0	31 %
1989	1 803,4	1 242,5	69 %	560,9	31 %
1990	1 842,7	1 265,7	69 %	577,0	31 %
1991	1 887,4	1 303,9	69 %	583,4	31 %
1992	1 919,3	1 309,0	68 %	610,3	32 %
1993	2 027,1	1 372,3	68 %	654,8	32 %
1994	2 036,3	1 356,0	67 %	680,2	33 %
1995	2 097,8	1 391,6	66 %	706,2	34 %
1996	2 169,4	1 426,4	66 %	743,0	34 %
1997	2 353,7	1 524,5	65 %	829,2	35 %
1998	2 425,2	1 562,2	64 %	863,0	36 %
1999	2 462,9	1 600,5	65 %	862,4	35 %
2000	2 421,4	1 568,5	65 %	852,8	35 %
2000 T1	2 508,8	1 623,6	65 %	885,2	35 %
T2	2 418,0	1 561,4	65 %	856,6	35 %
T3	2 393,9	1 541,8	64 %	852,0	36 %
T4	2 365,5	1 547,9	65 %	817,6	35 %
2001 T1	2 319,6	1 530,3	66 %	789,3	34 %
T2	2 318,0	1 529,9	66 %	788,1	34 %

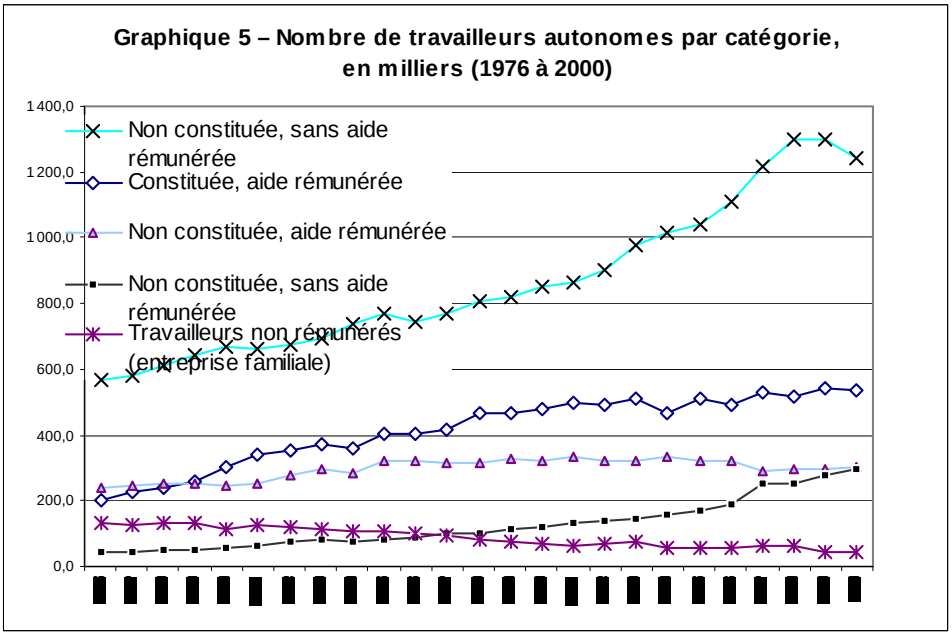
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*

Le tableau 7 répartit les travailleurs autonomes en cinq catégories pour les années 1976 à 2000. En moyenne, en 2000, 64 % des 2,4 millions de travailleurs autonomes n'avaient aucun employé rémunéré, 34 % disposaient d'employés rémunérés et 2 % étaient au service d'une entreprise familiale et ne touchaient pas de rémunération. Il est possible de subdiviser les travailleurs autonomes qui avaient des employés rémunérés et ceux qui n'y avaient pas recours selon le statut de leur entreprise (constituée en société ou non). Les travailleurs n'ayant pas d'employés rémunérés étaient au service d'entreprises non constituées en société dans une proportion de 81 % (1,2 million). Cette catégorie regroupe près de la moitié des travailleurs autonomes canadiens.

Tableau 7 – Nombre moyen de travailleurs autonomes, selon la catégorie, et taux de croissance moyens par année (1976 à 2000)

Année	Total	Avec employés rémunérés			Sans employés rémunérés			Travailleurs non rémunérés, entreprise familiale
		Total	Constituées	Non constituées	**Total**	Constituées	Non constituées	
Nombre moyen de personnes, en milliers								
1976	**1 193,3**	444,3	204,8	239,5	613,7	45,5	568,2	135,3
1977	**1 226,2**	475,8	227,4	248,4	624,0	45,9	578,1	126,5
1978	**1 283,6**	488,1	236,9	251,2	663,4	50,1	613,3	132,1
1979	**1 336,2**	511,0	257,9	253,1	691,4	49,1	642,3	133,9
1980	**1 385,9**	547,1	304,2	242,9	724,5	58,2	666,3	114,3
1981	**1 442,5**	591,5	337,7	253,8	725,1	64,8	660,3	126,1
1982	**1 503,7**	636,4	356,3	280,1	748,8	76,3	672,5	118,5
1983	**1 551,3**	667,4	370,9	296,5	769,6	78,9	690,7	114,4
1984	**1 569,0**	644,7	358,9	285,8	817,0	78,5	738,5	107,4
1985	**1 685,1**	725,0	401,2	323,8	853,7	81,9	771,8	106,4
1986	**1 656,0**	720,8	401,9	318,9	834,8	89,4	745,4	100,5
1987	**1 695,6**	732,0	416,9	315,1	868,2	98,6	769,6	95,4
1988	**1 772,2**	780,4	465,1	315,3	910,9	101,5	809,4	80,9
1989	**1 803,4**	795,5	469,7	325,8	934,5	112,0	822,5	73,5
1990	**1 842,7**	801,2	477,7	323,5	973,0	120,5	852,5	68,5
1991	**1 887,4**	828,6	497,5	331,1	993,7	132,6	861,1	65,0
1992	**1 919,3**	813,8	493,6	320,2	1 039,2	140,1	899,1	66,3
1993	**2 027,1**	832,9	508,4	324,5	1 119,1	144,0	975,1	75,0
1994	**2 036,3**	805,1	469,2	335,9	1 173,0	157,4	1 015,6	58,0
1995	**2 097,8**	829,8	510,5	319,3	1 210,1	170,5	1 039,6	57,9
1996	**2 169,4**	813,9	493,0	320,9	1 299,2	189,8	1 109,4	56,3
1997	**2 353,7**	819,3	530,9	288,4	1 469,2	253,6	1 215,6	65,2
1998	**2 425,2**	814,8	515,4	299,4	1 549,8	250,4	1 299,4	60,6
1999	**2 462,9**	838,7	541,9	296,8	1 577,6	279,6	1 298,0	46,5
2000	**2 421,4**	840,0	534,9	305,1	1 538,1	297,0	1 241,1	43,3
Taux de croissance annuel moyen (1977 à 2000)								
	3,1 %	2,8 %	4,3 %	1,1 %	4,1 %	8,5 %	3,5 %	-4,8 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*



Source :Tableau 7

Comme l'indique la pente peu prononcée des courbes du graphique 5, la composition générale des différentes catégories n'a pas connu de changement spectaculaire depuis 24 ans. Quelques changements sont néanmoins observables. Au cours des 24 dernières années, le nombre total de travailleurs autonomes a augmenté au taux annuel moyen de 3 %. Le nombre de travailleurs autonomes au service d'entreprises constituées en société, tant ceux qui ont eu recours à des employés rémunérés que les autres, a crû plus rapidement que la moyenne : une croissance annuelle supérieure à 8 % pour ceux n'ayant pas eu recours à du personnel rémunéré et une croissance plus raisonnable de 4 % par année pour ceux ayant eu recours à un tel personnel. En revanche, le nombre de travailleurs autonomes non rémunérés au service d'une entreprise familiale baisse rapidement, au rythme de 5 % par année. Dans le cas des travailleurs au service d'entreprises non constituées en société, le nombre de personnes qui ont eu recours à des employés rémunérés a augmenté de 1 %, ce qui est bien inférieur à la moyenne. La catégorie la plus importante, soit celle des travailleurs autonomes au service d'entreprises non constituées en société et n'ayant pas eu recours à du personnel rémunéré, réunissait tout juste moins de 50 % des travailleurs autonomes en 1976 et un peu plus de la moitié de ceux-ci en 2000. Autrement dit, leur nombre a augmenté un peu plus rapidement que la moyenne annuelle de 3 %.

En 2000, le nombre de travailleurs autonomes a continué de croître dans certaines catégories, comme celle des travailleurs au service d'entreprises non constituées en société n'ayant pas eu recours à du personnel rémunéré mais, dans l'ensemble, il a régressé. La baisse a été particulièrement marquée dans le cas des travailleurs autonomes dont l'entreprise n'était pas constituée en société et qui n'ont pas eu recours à du personnel rémunéré.

Quelle a été l'influence du travail autonome sur la création d'emplois?

En général, la croissance du travail autonome a appuyé la création d'emplois. La contribution positive à la croissance nette de l'emploi a varié de 6 % à 111 % depuis 1977 (tableau 8); durant cette période, la variation nette du nombre de travailleurs autonomes n'a été négative qu'à deux années (1986 et 2000). En 1982 et 1991-1992, le travail autonome a crû substantiellement tandis que l'emploi enregistrait une croissance négative, en raison des récessions. Cela démontre qu'en période d'austérité économique, les gens qui ne trouvent pas d'emploi approprié ont tendance à lancer leur propre entreprise et à devenir travailleurs autonomes. Le tableau 8 et le graphique 6 illustrent la contribution, en pourcentage, du travail autonome à la création d'emplois, dans le secteur privé uniquement. Pour les besoins du tableau, l'emploi dans le secteur privé réunit les travailleurs autonomes ainsi que les employés des entreprises privées de toutes tailles[1]. De nouveau, le travail autonome contribue beaucoup à la création totale d'emplois dans le secteur privé durant les années de récession ou autour de celles-ci. Cette contribution a beaucoup varié au cours des autres années.

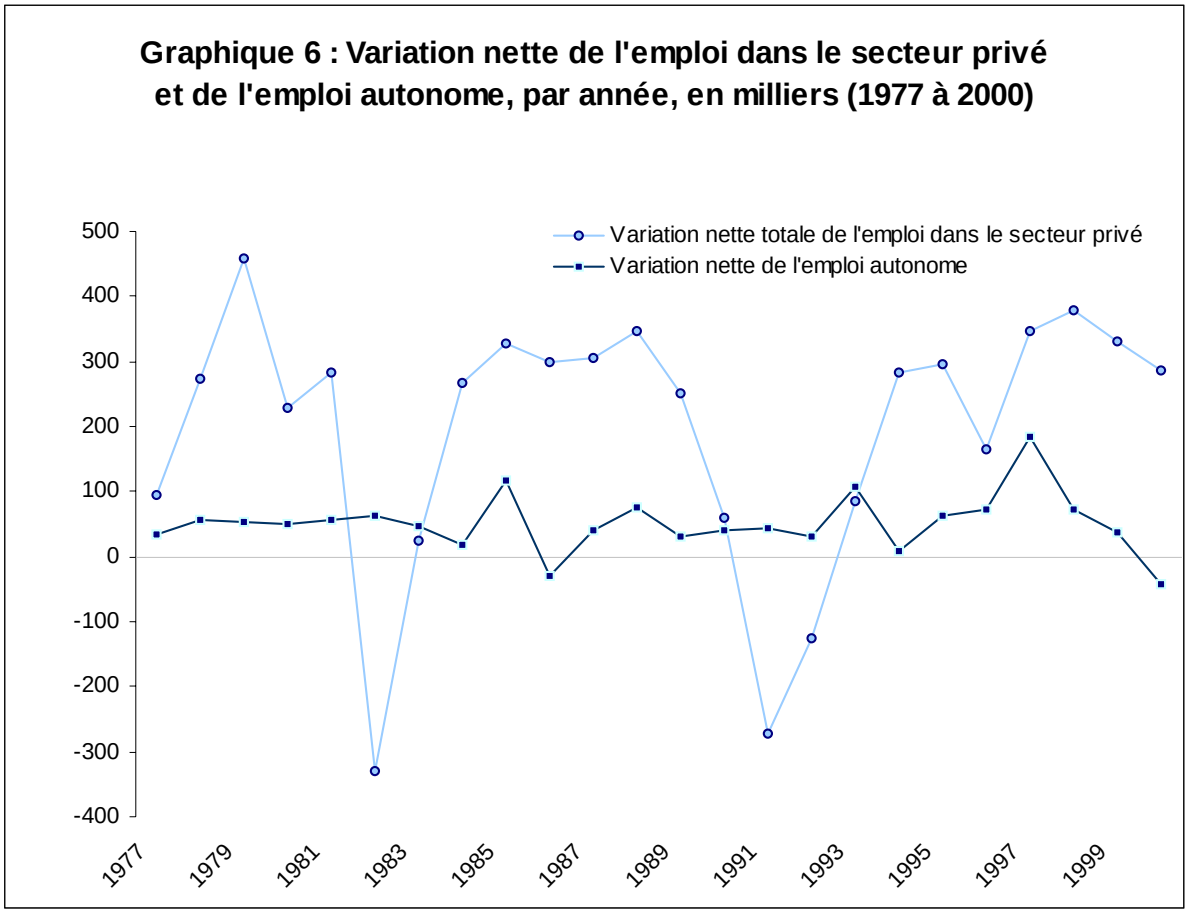
[1] La définition d'employé du secteur privé utilisée dans *l'Enquête sur la population active* et le tableau 8 ne correspond pas parfaitement à celle qui a été utilisée dans l'EERH, dont certains résultats sont reportés au tableau 4, mais les différences ne sont pas considérables.

Tableau 8 – Variation nette totale de l'emploi, variation nette de l'emploi dans le secteur privé et variation nette de l'emploi autonome, 1977 à 2000, par année, en milliers

Année	Variation nette totale de l'emploi	Variation nette de l'emploi dans le secteur privé	Employés rémunérés du secteur privé			Travailleurs autonomes		
			Variation nette	% de la variation totale de l'emploi	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé	Variation nette	% de la variation totale de l'emploi	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé
1977	138,5	94,0	61,1	44 %	65 %	32,9	24 %	35 %
1978	297,5	274,7	217,3	73 %	79 %	57,4	19 %	21 %
1979	445,5	457,9	405,3	91 %	89 %	52,6	12 %	11 %
1980	312,4	229,7	180,0	58 %	78 %	49,7	16 %	22 %
1981	326,7	284,4	227,8	70 %	80 %	56,6	17 %	20 %
1982	-349,8	-331,3	-392,5	(-) 112 %	(-) 118 %	61,2	(+) 17 %	(+) 18 %
1983	80,0	24,2	-23,4	(-) 29 %	(-) 97 %	47,6	60 %	197 %
1984	273,0	265,9	248,2	91 %	93 %	17,7	6 %	7 %
1985	317,3	327,5	211,4	67 %	65 %	116,1	37 %	35 %
1986	361,7	297,5	326,6	90 %	110 %	-29,1	(-) 8 %	(-) 10 %
1987	341,7	303,9	264,3	77 %	87 %	39,6	12 %	13 %
1988	389,6	345,8	269,2	69 %	78 %	76,6	20 %	22 %
1989	276,1	252,5	221,3	80 %	88 %	31,2	11 %	12 %
1990	97,6	59,1	19,8	20 %	34 %	39,3	40 %	66 %
1991	-233,3	-270,8	-315,5	(-) 135 %	(-) 117 %	44,7	(+) 19 %	(+) 17 %
1992	-90,7	-125,8	-157,7	(-) 174 %	(-) 125 %	31,9	(+) 35 %	(+) 25 %
1993	97,5	84,9	-22,9	(-) 23 %	(-) 27 %	107,8	111 %	127 %
1994	254,2	282,9	273,7	108 %	97 %	9,2	4 %	3 %
1995	245,2	294,9	233,4	95 %	79 %	61,5	25 %	21 %
1996	105,7	163,9	92,3	87 %	56 %	71,6	68 %	44 %
1997	311,8	347,0	162,7	52 %	47 %	184,3	59 %	53 %
1998	366,0	378,8	307,3	84 %	81 %	71,5	20 %	19 %
1999	390,8	330,9	293,2	75 %	89 %	37,7	10 %	11 %
2000	378,5	287,7	329,2	87 %	114 %	-41,5	(-) 11 %	(-) 14 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active* (EPA). La définition de « secteur privé » employée dans l'EPA ne correspond pas exactement à celle qui a été utilisée dans l'EERH, dont certains résultats sont reportés au tableau 4, mais elle y ressemble.

Note : (-) indique une contribution négative à la variation totale de l'emploi.
(+) indique une contribution positive, même si la variation nette totale de l'emploi était négative.



Source: Table 8